

POUR IMPOSER LE CHANGEMENT !

CONSTRUISONS UN PROCESSUS D'ACTION INSCRIT DANS LA DUREE !

Montreuil, le 21 septembre 2012

Le Président de la République a annoncé, le 9 septembre dernier, un plan d'austérité de 30 milliards d'euros, dont 10 milliards sur les dépenses publiques.

Aux Finances, dans les ministères constitutifs de BERCY comme dans les institutions économiques et financières du secteur ½ public, les politiques d'austérité mises en oeuvre auront des conséquences dramatiques sur les missions, l'emploi, la reconnaissance des qualifications des personnels, les rémunérations, les conditions de vie au et hors du travail, le droit à la protection sociale obligatoire et complémentaire des agents.

Loin des discours présidentiels et gouvernementaux sur la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), la Réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat (Réate), les politiques annoncées aux Finances confirment une continuité inquiétante.

Ces politiques d'austérité s'inscrivent dans les objectifs poursuivis au moyen du Traité Européen sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), également appelé «Pacte budgétaire» ou «Traité Merkozy» du nom de ses initiateurs, que le Président de la République veut faire ratifier par le Parlement dès début octobre.

En imposant l'obligation d'équilibre des comptes publics, ce Traité accentuerait la récession et imposerait une austérité permanente dont les conséquences seraient une nouvelle aggravation du chômage, une réduction des services et de l'emploi publics et de nouvelles attaques contre la protection sociale des actifs, des privés d'emploi, des retraités.

Après la politique monétaire, ce sont les politiques fiscales et budgétaires qui seraient confisquées et confiées à des organismes non élus (Commission européenne et Cour européenne de justice). Cela constitue un véritable danger pour la démocratie. La démocratie sociale serait également menacée dès lors que les négociations sociales seraient soumises à de plus fortes contraintes.

Dans un tel contexte, la fédération des Finances CGT appelle les agents des Finances des ministères constitutifs de BERCY et des institutions économiques et financières du secteur semi-public à construire, ensemble et dans l'unité la plus large, les mobilisations nécessaires pour imposer le changement.

Dès à présent, la fédération des Finances CGT appelle les agents des Finances à :

IMPOSER LA NON RATIFICATION DU TRAITE EUROPEEN.

- Parce qu'il impacte la vie quotidienne des salariés, la place et le rôle des politiques et des services publics, la fédération des Finances CGT fait du combat contre ce Traité un axe clé de son action, par tous les moyens, y compris par l'exigence d'un référendum.
- Elle invite les agents des Finances à débattre des contenus de ce Traité, à signer massivement la pétition proposée par la CGT et à participer aux initiatives locales et nationales allant dans ce sens.
- La fédération des Finances CGT appelle les agents des Finances, actifs et retraités, à participer massivement à la manifestation nationale du dimanche 30 septembre 2012 à Paris.

.../...

FÉDÉRATION DES FINANCES CGT • CASE 540 • 263 RUE DE PARIS • 93514 MONTREUIL • CEDEX TÉL : 01 48 18 82 21 • COURRIEL : finances@cgt.fr • SITE : www.finances.cgt.fr



LA MOBILISATION C'EST TOUJOURS MAINTENANT !

PARTICIPER PAR TOUS MOYENS, A LA JOURNEE EUROPEENNE DE MOBILISATION POUR L'EMPLOI ET LA RECONQUETE DES ACTIVITES ET DE L'EMPLOI INDUSTRIELS DU MARDI 9 OCTOBRE 2012.

La fédération des Finances CGT réitère ici qu'il ne saurait y avoir de politiques et de services publics sans activités et emplois industriels et vice-versa.

Dans le même temps, les propositions et les revendications portées par les agents des Finances sur les politiques publiques fiscales, budgétaires, monétaires, économiques, industrielles et les moyens devant être alloués aux ministères constitutifs de BERCY et des institutions économiques et financières du secteur semi-public s'inscrivent totalement dans la bataille de toute la CGT pour la reconquête des activités et de l'emploi industriels. Ces revendications participent de la construction d'une société du plein emploi assurant un développement humain durable et la satisfaction des besoins.

La fédération des Finances CGT appelle les agents des Finances à participer aux manifestations qui seront organisées le mardi 9 octobre 2012.

La fédération des Finances dépose un préavis de grève afin de permettre toutes les formes d'action lors de cette journée de mobilisation.

FAIRE DU 11 OCTOBRE, UNE GRANDE JOURNEE DE MOBILISATION POUR IMPOSER LA PRISE EN COMPTE DES REVENDICATIONS DES RETRAITE-E-S.

Les annonces présidentielles et gouvernementales, toujours sous l'aiguillon du patronat, concernant une réforme des modalités de financement de la protection sociale sont particulièrement préoccupantes dès lors qu'il s'agirait de transférer une partie significative des cotisations sociales sur d'autres sources de financement.

Les retraité(e)s pourraient être particulièrement frappés par une telle évolution dès lors que la Cour des comptes préconise une augmentation de la CSG devant atteindre le même niveau de contribution des salariés actifs.

De façon plus générale, la Cour des comptes préconise de récupérer 5 milliards sur les 12 dont les retraités bénéficient au titre de l'abattement de 10 % sur le revenu déclaré, la majoration pour l'éducation de trois enfants, les abattements sur les taxes d'habitation et foncière...

Autant de préconisations qui amputeraient de manière inacceptable le pouvoir d'achat des retraité-e-s déjà gravement frappé par les différentes réformes régressives du droit à la retraite.

Dans le même temps, à BERCY, il est plus que temps que de réelles réponses soient apportés aux revendications des agents des finances retraités s'agissant notamment de la revalorisation de leurs droits à l'action sociale.

C'est pourquoi, avec son Union Fédérale des Retraité-e-s, la fédération des Finances CGT appelle les agents des finances retraités à se mobiliser, le 11 octobre prochain, partout en France et devant l'Assemblée nationale à Paris, pour le pouvoir d'achat, le droit à la protection sociale, une véritable loi sur l'aide à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale.

Au delà de ces premiers rendez-vous, la fédération des Finances CGT poursuivra les constructions unitaires entreprises avec les autres fédérations syndicales pour imposer d'autres choix aux Finances.

